



Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de l'UE EU
Confédération Générale des Coopératives Agricoles de l'UE

PR(08)3632:2

Bruxelles, le 2 juin 2008

DECLARATION DU COPA-COGECA SUR LES PRIX ALIMANTAIRES MONDIAUX

DECLARATION DU COPA-COGECA SUR LES PRIX ALIMENTAIRES MONDIAUX

Partout dans le monde, la récente flambée des prix des denrées alimentaires a réveillé les gouvernements qui, pendant trop longtemps, ont considéré la production agricole comme un fait acquis. Le COPA et la COGECA, qui représentent les agriculteurs européens et leurs coopératives, en appellent à des mesures aussi bien au niveau de l'UE qu'au niveau international qui accorderaient davantage d'importance à la sécurité alimentaire, à des prix justes et à la stabilité pour les producteurs autant que les consommateurs au cours des années à venir.

Pendant de nombreuses années, les marchés agricoles (au sein de l'UE et dans le monde) ont été caractérisés par des prix bas et une offre abondante. La donne a totalement changé aujourd'hui.

La croissance des revenus dans les économies émergentes provoque une accélération de l'augmentation de la demande alimentaire malgré un ralentissement de la croissance démographique.

Cependant, l'offre ne parvient tout simplement pas à grimper au même rythme. A l'échelle mondiale, les agriculteurs sont confrontés à davantage de défis environnementaux, d'incertitudes climatiques et de risques de propagation de maladies animales et végétales. Ces évolutions riment avec instabilité accrue de l'approvisionnement alimentaire, volatilité des prix et possibilité de pénuries alimentaires.

Dans l'UE, les réformes politiques destinées à respecter les exigences de l'OMC ont entraîné de nettes réductions des subventions agricoles liées à la production, au démantèlement des mesures de gestion du marché et l'ouverture des marchés. En conséquence, les consommateurs et les producteurs européens sont beaucoup plus exposés à l'instabilité des marchés mondiaux. Dans le même temps, les exigences très strictes de l'UE en matière de sûreté des aliments, d'environnement et de bien-être animal ont entraîné à la hausse les coûts des exploitations agricoles et amoindri la compétitivité des agriculteurs de l'UE.

En résultat, les excédents de production alimentaire que l'UE a connus dans le passé ont été remplacés par une production en déclin dans de nombreux secteurs tels que ceux de la viande bovine et des produits laitiers et par un ralentissement dans des secteurs tels que ceux des céréales, de la viande de volaille et de la viande porcine. Certes, les prix de certaines denrées alimentaires se sont appréciés, mais la plupart des agriculteurs n'en ont tiré aucun bénéfice. Les coûts de production des exploitations, notamment des aliments pour animaux, de l'énergie, des engrais et des pesticides, ont énormément augmenté mais les prix reçus par les agriculteurs n'ont pas suivi la même évolution. La très forte concentration au niveau mondial des entreprises fournissant les intrants agricoles ou transformatrices ou distributrices de denrées alimentaires a placé les agriculteurs dans une situation de faiblesse sur le marché. En conséquence, ils sont pris entre deux feux et ont d'énormes difficultés à répercuter les augmentations de leurs coûts. Cette situation débouche sur une baisse de

revenus et fait peser une menace sur l'avenir de nombreux agriculteurs. Dans les pays en développement, plus pauvres, la situation des agriculteurs est encore pire. Si plus de la moitié des 860 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde se trouvent être des agriculteurs, c'est que quelque chose cloche. Au niveau mondial, sept pauvres sur dix vivent dans des territoires ruraux et la plupart d'entre eux travaillent dans l'agriculture. Or, dans la plupart des pays en développement, on néglige d'investir dans l'agriculture depuis plus de vingt ans et seuls 3% de l'aide au développement sont consacrés à l'agriculture.

La récente flambée des prix de certaines denrées alimentaires est le résultat d'un simple fait : la production agricole ne parvient plus à suivre le rythme de la demande en résultat de longues années de prix mondiaux bas des produits de base et de sous-investissement en agriculture.

Nos Propositions

Des prix justes payés aux producteurs : La meilleure manière de s'assurer que l'offre reste égale à la demande est d'inciter les agriculteurs à produire et à investir. La récente montée soudaine des prix des denrées alimentaires est déstabilisante, mais les consommateurs doivent admettre que l'époque des aliments bon marché est révolue. Les agriculteurs doivent recevoir pour leurs produits des prix qui couvrent leurs coûts de production et leur donnent les moyens et l'envie d'investir.

Au sein de l'UE, la PAC doit être adaptée en vue de relever les nouveaux défis : Les réformes successives de la PAC depuis 1992 ont toutes reposé sur le postulat que l'offre continuerait d'être abondante et que les prix alimentaires mondiaux resteraient bas. Même dans ses récentes propositions présentées dans le cadre du bilan de santé publiées au mois de mai de cette année, la Commission européenne a refusé de réorienter sa politique. Elle continue de proposer un affaiblissement accru des mesures de gestion du marché et une réduction supplémentaire des paiements versés aux agriculteurs.

Sur un marché plus ouvert et turbulent, caractérisé par une volatilité accrue des prix et davantage de spéculation, il sera plus important que jamais de gérer efficacement le marché et de doter les agriculteurs d'un filet de sécurité. Il faut encourager les agriculteurs européens à optimiser leur potentiel de production pour inverser la tendance à la baisse de la production de l'UE et pour permettre aux agriculteurs à travers toute l'UE de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des consommateurs de l'UE et à combler les besoins alimentaires mondiaux.

Investir dans l'agriculture est l'une des clés de la croissance économique dans la plupart des pays en développement, comme l'a conclu la Banque mondiale dans son Rapport sur le développement dans le monde de 2008. Les gouvernements des pays en développement et les organisations donatrices devraient prendre des engagements fermes en matière de développement de l'agriculture et aider les agriculteurs qui produisent pour leur seule subsistance à devenir de petits entrepreneurs. Au sein de l'UE, il faut intensifier les efforts de recherche et développement pour permettre aux agriculteurs de devenir plus compétitifs et pour les aider à relever le défi du changement climatique.

Une réaction rapide aux crises humanitaires : En raison de l'absence de stocks aussi bien dans l'UE (les stocks actuels de céréales de l'UE sont actuellement à zéro) que dans le reste du monde, il est très difficile de répondre aux besoins urgents des populations en

détresse. Les politiques élaborées, y compris dans le cadre de la PAC, doivent absolument préserver la possibilité de réagir rapidement et efficacement à ces situations.

La politique commerciale : Les règles de l'OMC devraient permettre à un pays de mettre en œuvre des politiques encourageant un renforcement de la sécurité alimentaire, la stabilité et une production durable.

Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire : Les gouvernements, par leurs politiques, devraient encourager l'inscription de meilleurs codes de conduite dans les contrats et contribuer à renforcer les coopératives agricoles pour que les agriculteurs puissent couvrir leurs coûts et reçoivent une juste rémunération du marché.

Une politique durable en matière de bioénergie : Si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites, cela pourrait mettre à mal la capacité du monde à produire des denrées alimentaires. Il n'est donc pas si aisé de choisir entre production alimentaire et non alimentaire. Soutenus par de bonnes politiques, les agriculteurs pourront apporter une contribution substantielle à la réduction des émissions de gaz à effet de serre sans menacer la production alimentaire. L'UE s'assure que la production de biocarburants comptabilisée dans les efforts visant à atteindre ses objectifs contraignants en matière d'incorporation dans les carburants destinés au transport permet une réduction significative des émissions de CO₂ et ne cause aucun dommage à l'environnement. Des critères de durabilité similaires devraient être appliqués partout dans le monde.